

Forum d'Abidjan : Le continent mise sur la coopération Sud-Sud

Dossier de la rédaction de H2o
December 2013

Après Ouagadougou en 2011, Dakar en 2012, Abidjan a accueilli du 21 au 23 novembre, la 3^{ème} édition du Forum de haut niveau sur l'eau et l'assainissement. L'événement a souhaité valoriser la coopération Sud-Sud, la capitalisation des bonnes pratiques et la mutualisation des moyens.

300 millions d'Africains n'ont pas accès à des services d'eau potable améliorés et 640 millions ne disposent pas d'un assainissement adéquat, en dépit de lourds investissements des bailleurs, des partenaires et des gouvernements. L'édition 2013 du forum a été placée sous le thème de la "Promotion de la coopération vivante et efficace entre les pays du Sud pour améliorer l'accès à l'hygiène, l'assainissement et l'eau pour tous en Afrique". L'axe d'une coopération Sud-Sud n'est pas fortuit ; "il a apporté des résultats escomptés au cours de ces dernières années. La coopération Sud-Sud continue d'être le moteur d'échanges et de flux financiers soutenus dans le contexte actuel de forte instabilité économique, sociale et politique", argumente Idrissa Doucouré, secrétaire exécutif de l'Agence intergouvernementale panafricaine pour l'Eau et l'assainissement pour l'Afrique - EAA. Si l'on se réfère aux données de l'OCDE, la part de cette coopération dans les échanges mondiaux était de 37 % en 2011. Il y a donc des opportunités à exploiter, non seulement pour la mobilisation des financements mais aussi pour l'actualisation des connaissances et pratiques, l'échange d'expériences, etc. "La présente édition offre cette plateforme afin de permettre les échanges directs entre les pays du Sud, pour la promotion d'un partenariat technique et financier et le partage d'expertise et de compétence mutuellement avantageux dans le secteur de l'hygiène, de l'assainissement et de l'eau potable (HAEP)", a soutenu le responsable lors de la séance inaugurale.

Quelles sont les options pour les pays africains ? "Les défis sont nombreux. Est-ce qu'il nous faut le captage des eaux souterraines ou des eaux de pluie ? Et comment concevoir l'architecture de distribution ?" s'est interrogé le gouverneur du district d'Abidjan, Robert Beugré Mambé. La directrice régionale de l'USAID, Anne Dix, a affirmé l'engagement à soutenir les efforts des États africains tout en les invitant à aller vers l'expérimentation des options à portée de main. Surtout que le chemin qui reste à parcourir est encore long. "Il reste beaucoup à faire. Nous sommes conscients que nous devons changer de méthodes d'intervention. Nous devons avoir une conscience africaine. Il nous faut aller vers des actions concrètes", a reconnu le ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme de la Côte d'Ivoire, Mamadou Sanago.

Les conséquences du déficit en infrastructures de base ont des répercussions sur les plans économique, sanitaire et social. Selon les données disponibles, 70 % des lits d'hôpitaux sont occupés par des personnes souffrant de maladies liées à l'eau et à l'assainissement. "Cette situation limite la valorisation du potentiel humain avec un impact négatif sur la croissance et le développement",

a souligné le Premier ministre ivoirien, Daniel Kablan Duncan, rappelant que le continent regroupera 25 % de la population mondiale en 2050.

Ces trois dernières années, en mobilisant 60 milliards de francs CFA, l'EAA a permis à 11 millions d'Africains d'avoir accès aux services d'eau et d'assainissement ; et les moyens de l'agence se sont considérablement étoffés en 2013, puisque l'EAA a cette année aussi mobiliser 550 milliards de francs CFA, a rappelé le président du Conseil des ministres africains de l'agence EAA, Wassake Boukhary.

Idrissa Sane, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica 22-11-2013